

quelqu'un essaie de blâmer le régime du Crédit social pour quelque chose dont il n'est aucunement responsable. Par conséquent, je vois dans ce passage du rapport de la banque, un magnifique exemple de retenue et d'esprit de justice. Je l'en félicite et je signale la chose à l'attention de la Chambre.

Il faut remarquer que l'actif réalisable était disparu bien longtemps avant l'avènement du premier ministre Aberhart et du gouvernement crédit-socialiste. Je le dis aux honorables membres, mes concitoyens, j'apprécie beaucoup la sympathie qu'ils nous témoignent si généralement. Nous avons cette dette. Qu'allions-nous en faire? Qu'allions-nous en faire maintenant? Que pouvons-nous en faire? Toute cette question de la dette doit être envisagée froidement.

Je me permets de signaler des statistiques qui ont été citées récemment par un de mes collègues au sujet de la situation créée par la dette publique. Je n'ai encore rien dit sur ce sujet. Ce qui, plus que toute autre chose, nous a valu le mouvement du crédit social, c'est qu'on s'est rendu compte de la situation terrifiante causée par les dettes publiques des Etats dans le monde entier. Le professeur Rautenstrauch, de l'université Columbia, qui a fait des recherches sur cette question, dit, d'après les renseignements que j'ai obtenus, que les dettes publiques du monde entier ont augmenté de 47 p. 100 durant le dix-septième siècle, de 466 p. 100 durant le dix-huitième siècle, de 12 000 p. 100 durant le dix-neuvième siècle et dans la même proportion durant le présent siècle. Cette situation doit être envisagée par la génération actuelle et il faut appliquer des mesures rémédiales, sans quoi il n'y aura qu'un seul résultat possible.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Mon honorable ami veut-il m'excuser de l'interrompre un moment? Il est toujours difficile de fixer l'heure de la prorogation parce que nous ne savons jamais exactement quand se terminera le travail de la Chambre. Il semble en ce moment possible que la prorogation ait lieu ce soir. Je crois que la mesure en discussion est la seule qui reste sur le tapis, sauf un bill qu'étudie le Sénat et dont nous nous occuperons quand il nous parviendra. Si les honorables députés le veulent bien, je désire proposer:

Que la présente séance de la Chambre se continue après six heures jusqu'à la présentation d'une motion d'ajournement.

Cette motion permettrait à la Chambre de poursuivre la présente discussion, jusqu'au bout, pourvu qu'elle ne dure pas trop longtemps. Si elle se poursuit trop longtemps, nous pourrions ajourner n'importe quand. Toutefois, si elle se termine à temps pour

nous permettre de proroger ce soir, nous pourrions alors fixer une heure précise pour la prorogation. Je présume que j'ai le consentement unanime de la Chambre pour cette motion. S'il en est ainsi, je la propose.

(La motion est adoptée).

Le très hon. MACKENZIE KING: Je remercie beaucoup l'honorable député de Lethbridge.

M. BLACKMORE: Jusqu'à présent, j'ai surtout parlé des dettes mondiales. Il y aurait beaucoup d'autres chiffres à citer, mais je ne le ferai pas maintenant. Tous les honorables députés ont été remués jusqu'au plus intime de leur être par le fait que la dette du Canada augmente constamment. L'Alberta a l'intention de payer ses dettes. Je puis vous assurer de la chose.

Qu'a-t-elle fait à cette fin? Elle a scruté ses affaires avec soin depuis plus de vingt ans? En conséquence, elle a beaucoup appris au sujet de ce qu'elle peut et de ce qu'elle ne peut pas payer. En 1921, elle s'est donnée un gouvernement de Fermiers-Unis qui s'était engagé à la sortir de ses dettes. C'était une promesse définie, monsieur l'Orateur, de sortir la province de ses dettes. On peut dire, je crois, que le Gouvernement de cette époque s'est efforcé honnêtement et effectivement de résoudre ses problèmes. Ferme-ment résolue de ne rien laisser au hasard, l'Alberta les maintint au pouvoir pendant plusieurs législatures. Le compte rendu de cet effort sincère est bien exposé dans la partie du rapport qui s'étend des pages 12 à 26. Au cours de la crise les dettes augmentèrent de nouveau. L'anxiété qui en résulta contribua beaucoup à la grande victoire des adeptes du Crédit social, le 23 août 1935.

M. Aberhart n'a cessé de répéter: "Vous ne pouvez pas payer vos dettes en empruntant". Or, qu'est-ce que fait depuis ce temps-là le gouvernement des partisans du Crédit social? Tout d'abord, permettez-moi de préciser un peu mieux la situation à laquelle ils avaient à faire face et montrer ce qu'ils ont fait dans les circonstances. Voici ce que dit le rapport de la banque à la page 27:

La situation qui s'est présentée en 1935 a empêché l'Alberta d'emprunter du public. Il a donc fallu que la province prenne sur ses propres revenus les fonds nécessaires pour pourvoir à toutes les dépenses courantes et ses dépenses à compte de capital.

M. Aberhart a dit à maintes reprises qu'à son arrivée au pouvoir il avait trouvé la caisse non seulement vide, mais obérée. Il n'exagérait pas en employant ces termes énergiques. Ce qu'il ne faut pas oublier c'est qu'il était là, que les dettes étaient là, que l'état de chose existait et que la province avait la